

# IMERYS

Société Anonyme  
au capital social de 150 864 960 euros  
Siège social : 154 rue de l'Université - 75007 PARIS  
SIREN 562 008 151 R.C.S. Paris

---

## PROCES-VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE MIXTE DU 29 AVRIL 2010

---

Le vingt neuf avril deux mille dix, à onze heures, les actionnaires de la Société IMERYS se sont réunis en Assemblée Générale Mixte, au Pavillon Gabriel, 5 avenue Gabriel à Paris (75008). Cette Assemblée Générale Mixte a été convoquée suivant avis insérés dans les journaux d'annonces légales :

- . le Bulletin des Annonces Légales Obligatoires du 22 mars 2010,
- . le Quotidien Juridique du 9 avril 2010,

ainsi que par lettre adressée dans le délai légal aux actionnaires détenteurs de titres nominatifs.

La presse nationale a également annoncé la tenue de l'Assemblée de la Société conformément aux recommandations formulées par l'Autorité des marchés financiers (avis paru dans Les Echos du 22 mars 2010).

Il a été établi une feuille de présence à laquelle ont été annexés les pouvoirs des actionnaires représentés par des mandataires et les formulaires de vote par correspondance ; cette feuille de présence a été émargée par chaque membre de l'Assemblée en entrant en séance.

L'Assemblée est présidée par M. Aimery LANGLOIS-MEURINNE, Président du Conseil d'Administration.

La société PARGESA NETHERLANDS BV, représentée par M. Andrew ALLENDER et la société BELGIAN SECURITIES BV, représentée par M. Patrick DE VOS, tous deux actionnaires présents et acceptants, représentant le plus grand nombre de voix, sont appelés comme scrutateurs.

Le cabinet ERNST & YOUNG AUDIT représenté par M. Jean-Roch VARON ainsi que le cabinet DELOITTE & ASSOCIES représenté par M. Arnaud DE PLANTA, Commissaires aux comptes, sont présents.

M. Denis MUSSON, Directeur Juridique de la Société, est désigné comme secrétaire de l'Assemblée.

La feuille de présence certifiée conforme par les membres du Bureau ainsi constitué permet de constater que les actionnaires présents, représentés ou qui ont voté par correspondance possèdent :

- pour la partie ordinaire de l'Assemblée : 57 856 434 actions, soit 76,63 % du nombre total de titres ayant droit de vote au jour de l'Assemblée, représentant 92 820 200 voix, soit 83,89 % du nombre total de voix,
- et pour la partie extraordinaire de l'Assemblée : 57 853 738 actions, soit 76,62 % du nombre total de titres ayant droit de vote au jour de l'Assemblée, représentant 92 814 808 voix, soit 83,88 % du nombre total de voix,

étant précisé que le nombre total de voix arrêté à la date de l'Assemblée ressort à 110 645 303.

L'Assemblée, pouvant ainsi valablement délibérer, est déclarée régulièrement constituée.

Ont été déposés sur le bureau et mis à la disposition des membres de l'Assemblée, notamment :

1. l'avis de réunion et les avis de convocation, à savoir :
  - . un exemplaire du Bulletin des Annonces Légales Obligatoires du 22 mars 2010 ayant publié l'avis de réunion conformément aux dispositions de l'article R. 225-73 du Code de commerce, valant avis de convocation de l'Assemblée,
  - . un exemplaire du journal d'annonces légales Le Quotidien Juridique du 9 avril 2010 contenant l'avis de convocation de l'Assemblée,
  - . la copie et les accusés de réception des lettres de convocation adressées aux Commissaires aux comptes ainsi que la copie des lettres de convocation remises aux représentants du Comité d'Entreprise,
  - . un exemplaire de l'avis de convocation adressé aux titulaires d'actions nominatives, auquel était joint un formulaire de vote par correspondance et de procuration, contenant les documents et informations prévus par les dispositions de l'article R. 225-81 du Code de commerce ainsi que le rapport du Conseil d'Administration à l'Assemblée ;
2. la feuille de présence de l'Assemblée à laquelle sont annexés les pouvoirs des actionnaires représentés par des mandataires et les formulaires de vote par correspondance ;
3. le rapport de gestion du Conseil d'Administration relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2009. Ce rapport figure dans le Document de Référence 2009 incluant le Rapport Financier Annuel du Groupe, déposé le 1<sup>er</sup> avril 2010 auprès de l'Autorité des marchés financiers ;
4. les rapports spéciaux du Conseil d'Administration sur les options de souscription d'actions attribuées ou levées au cours de l'exercice 2009 ainsi que sur les attributions d'actions gratuites effectuées au cours de ce même exercice ;
5. le rapport du Président du Conseil d'Administration rendant compte de la composition, des conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil d'Administration ainsi que des procédures de gestion des risques et de contrôle interne mises en place par la Société, inclus dans le Document de Référence 2009 ;
6. le rapport complémentaire du Conseil d'Administration sur les conditions définitives de l'augmentation de capital réalisée le 2 juin 2009 ;
7. les comptes annuels de la Société et les comptes consolidés du Groupe de l'exercice clos le 31 décembre 2009. Ces comptes sont inclus dans le Document de Référence 2009 ;
8. les projets de résolution proposés par le Conseil d'Administration ;
9. le rapport général des Commissaires aux comptes sur les comptes annuels de la Société et consolidés du Groupe, ainsi que leur rapport spécial :
  - établi en application de l'article L. 225-235 du Code de commerce sur le rapport du Président du Conseil d'Administration et celui sur les conventions et engagements réglementés, ces rapports étant inclus dans le Document de Référence 2009,
  - sur l'émission de bons de souscription et/ou d'acquisition d'actions avec suppression du droit préférentiel de souscription ;
10. la liste des conventions courantes conclues à des conditions normales par la Société au cours de l'exercice 2009 établie par le Président du Conseil d'Administration ;
11. les mandats exercés dans d'autres sociétés par les administrateurs. La liste de ces mandats figure dans le Document de Référence 2009 ;
12. les renseignements requis par l'article R. 225-83, 5° du Code de commerce sur les quatre candidats dont la nomination en qualité de nouvel Administrateur la Société, est proposée à l'Assemblée.

L'Assemblée donne acte au Président de ce que :

- tous les documents, dont la communication est prescrite par la loi, ont été tenus à la disposition des actionnaires et des membres du Comité d'Entreprise pendant les quinze jours ayant précédé l'Assemblée. Le Comité d'Entreprise a procédé à l'examen des documents relatifs aux comptes de l'exercice 2009 de la Société lors de sa réunion du 26 avril 2010. Le Comité d'Entreprise n'a fait aucun commentaire particulier sur les comptes de cet exercice mais a fait part, à cette occasion, de son désaccord sur la politique générale de rémunération du Groupe, en particulier celle de ses dirigeants. Ses observations ont été tenues à la disposition des actionnaires sur le bureau de l'Assemblée ;
- aucune demande d'inscription de projet de résolution à l'ordre du jour de l'Assemblée n'a été formulée par des actionnaires, en application des dispositions des articles L. 225-105 et R. 225-73 du Code de commerce.

Il est rappelé que l'Assemblée Générale est appelée à délibérer sur l'ordre du jour suivant :

A titre Ordinaire :

- approbation de la gestion et des comptes sociaux de l'exercice clos le 31 décembre 2009 ;
- approbation des comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2009 ;
- affectation du résultat et détermination du dividende au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2009 ;
- rapport spécial des Commissaires aux comptes sur un engagement visé à l'article L. 225-42-1 du Code de commerce pris au bénéfice du Directeur Général et approbation dudit engagement ;
- rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les engagements visés aux articles L. 225-38 et L. 225-42-1 du Code de commerce pris au bénéfice du Directeur Général délégué et approbation desdits engagements ;
- renouvellement du mandat d'Administrateur de M. Jean Monville ;
- renouvellement du mandat d'Administrateur de M. Robert Peugeot ;
- renouvellement du mandat d'Administrateur de M. Amaury de Sèze ;
- nomination de M. Olivier Pirotte en qualité de nouvel Administrateur, en remplacement de M. Thierry de Rudder ;
- nomination de M. Ian Gallienne en qualité de nouvel Administrateur ;
- nomination de Madame Fatine Layt en qualité de nouvel Administrateur ;
- nomination de M. Pierre-Jean Sivignon en qualité de nouvel Administrateur ;
- renouvellement du mandat de co-commissaire aux comptes titulaire de la société Deloitte & Associés ;
- renouvellement du mandat de co-commissaire aux comptes suppléant de la société BEAS ;
- nomination de la société Ernst & Young et Autres en qualité de nouveau co-commissaire aux comptes titulaire en remplacement de la société Ernst & Young Audit ;
- nomination de la société Auditex en qualité de nouveau co-commissaire aux comptes suppléant en remplacement de M. Jean-Marc Montserrat ;
- achat par la Société de ses propres actions.

A titre Ordinaire :

- délégation de compétence au Conseil d'Administration à l'effet d'émettre des bons de souscription et/ou d'acquisition d'actions (BSA), remboursables ou non, au bénéfice de salariés et mandataires sociaux de la Société et/ou de ses filiales, ou à une catégorie d'entre eux, sans droit préférentiel de souscription ;
- pouvoirs.

A la demande de M. Aimery LANGLOIS-MEURINNE, M. Gérard BUFFIERE, Directeur Général, et M. Michel DELVILLE, Directeur Financier de la Société, présentent l'activité et les résultats du Groupe de l'exercice 2009, ses résultats au 1<sup>er</sup> trimestre 2010 ainsi que ses perspectives.

A 2 773,7 millions d'euros en 2009, le chiffre d'affaires de 2009 est en recul de - 19,6 % par rapport à l'année 2008. Cette baisse prend en compte :

- un effet de change positif de + 17,4 millions d'euros reflétant principalement le renforcement du dollar américain par rapport à l'euro. Favorable sur les 9 premiers mois de l'année, l'effet de change est devenu négatif de - 25,9 millions d'euros au quatrième trimestre 2009 ;
- un impact de périmètre de - 5,7 millions d'euros.

A périmètre et changes comparables, le chiffre d'affaires recule donc de 19,9 % par rapport à l'exercice précédent.

L'effondrement des volumes en 2009 (- 23,8 %) a été amplifié par la poursuite du déstockage dans de nombreuses chaînes de valeur dans lesquelles s'intègrent les produits du Groupe, en particulier au premier semestre ; au second semestre, le chiffre d'affaires à périmètre et changes comparables était ainsi en hausse de + 7,4 % par rapport aux 6 premiers mois de 2009.

Le second semestre de l'année 2009 a montré une lente amélioration des marchés du Groupe, après la chute brutale enregistrée depuis novembre 2008. Le phénomène de déstockage, qui avait significativement accentué la baisse des niveaux de production industrielle dans les pays matures, a ralenti au second semestre ; certaines filières ont ainsi bénéficié d'un début de restockage par leurs clients en fin d'année.

L'effet prix et le mix produits se sont améliorés dans toutes les branches d'activité. Ils ont progressé au total de + 3,9 % pour l'ensemble du Groupe.

Dès 2008, Imerys a donné la priorité à la génération de cash flow libre et démarré les plans d'actions permettant de faire face à la détérioration rapide de la conjoncture mondiale. Ces efforts ont été accentués en 2009, avec des résultats supérieurs aux objectifs que le Groupe s'était fixés :

- les stocks ont été réduits de - 171 millions d'euros et le besoin en fonds de roulement représente, à données comparables (hors affacturage), 24,9 % du chiffre d'affaires annualisé du dernier trimestre 2009 ;
- l'outil industriel a été adapté au niveau de la demande ; les coûts fixes de production et frais généraux ont baissé de 157,8 millions d'euros. La marge opérationnelle s'est, quant à elle, élevée à 9,0 % alors que les volumes ont chuté de -23,8 % ;
- les investissements industriels comptabilisés ont été réduits de - 50 %, à 118,7 millions d'euros ; ils ont porté principalement sur des opérations de maintenance.

Imerys a ainsi dégagé un cash flow libre opérationnel courant exceptionnellement élevé de 450,3 millions d'euros à comparer à 257,8 millions d'euros en 2008, permettant un désendettement organique substantiel. Au 31 décembre 2009, la dette financière nette s'élevait à 964,3 millions d'euros contre 1 566,1 millions d'euros un an auparavant. Cette diminution d'un tiers est également la conséquence du programme d'affacturage déconsolidant initié par le Groupe au troisième trimestre 2009 (83 millions d'euros de créances cédées au 31 décembre 2009) et de l'augmentation de capital de la Société de 251 millions d'euros réalisée en juin 2009.

En 2009, Imerys a poursuivi son engagement en matière de Développement Durable. Le taux d'accidents donnant lieu à des arrêts de travail est ainsi descendu à moins de 2,8 accidents par millions d'heures travaillées. L'amélioration continue en matière d'environnement s'est poursuivie sur tous les sites, avec la mise en place efficace d'un reporting sur les incidents environnementaux et l'accroissement des certifications. Ainsi, fin 2009, 59 sites étaient certifiés ISO ou EMAS et 107 sites étaient auto certifiés au standard interne (SME ou système de management environnemental). Des initiatives ont été lancées en matières de relations avec les communautés environnantes, de biodiversité et de respect des droits de l'homme. Enfin, le Groupe a poursuivi son objectif de réduction des émissions de gaz à effet de serre.

L'effort d'innovation intégré au plan Développement Durable a été maintenu en 2009. Chacune des branches a mis sur le marché de nouveaux produits avec, comme chaque année, de nombreuses références ayant un impact favorable sur l'environnement. Des produits de haute technologie ont aussi été lancés comme de nouveaux graphites et carbones pour la pile Li-Ion, de nouveaux kaolins de pré-couchage, des bétons réfractaires à séchage rapide et des média de filtrations encore plus efficaces. Dans le droit fil des projets d'innovation lancés fin 2006, une activité "Minéraux pour l'Exploitation Pétrolière" a été créée, dont le métier est de développer les ventes des minéraux d'Imerys dans les applications d'extraction pétrolière.

M. Gérard BUFFIERE présente ensuite les résultats du 1<sup>er</sup> trimestre 2010.

L'amélioration observée sur les principaux marchés du Groupe depuis le second semestre 2009 s'est poursuivie au premier trimestre 2010 : les niveaux d'activités sont globalement supérieurs à ceux du 1<sup>er</sup> trimestre 2009, historiquement bas. La part du chiffre d'affaires réalisée dans les pays émergents enregistre une forte croissance.

L'activité économique européenne et nord-américaine a été affectée par de mauvaises conditions climatiques en janvier et février. Les secteurs liés à la production industrielle, qui avaient le plus souffert de la crise économique mondiale et des phénomènes de déstockage, ont enregistré une reprise significative de leur activité, notamment grâce à la reconstitution des stocks dans la chaîne de valeur.

Au 1<sup>er</sup> trimestre 2010, l'évolution des principaux marchés finaux pour les produits du Groupe est la suivante :

- la production mondiale d'acier est en hausse de + 29 % par rapport à la même période de 2009 et a retrouvé son niveau du 1<sup>er</sup> trimestre 2008. En Amérique du Nord et en Europe, ce niveau reste toutefois inférieur d'environ - 20 % à celui d'avant-crise ; il a, par contraste, poursuivi sa croissance en Chine pendant la même période ;
- la production mondiale de papiers d'impression et d'écriture augmente lentement ;
- en France, le secteur du bâtiment a pâti des conditions météorologiques défavorables en début d'année. De plus, les constructions de logements individuels neufs restent faibles, ne bénéficiant pas encore de la reprise des ventes de logements individuels observée depuis la mi-année 2009. En Amérique du Nord, les mises en chantier de logements stagnent à des niveaux historiquement bas ;
- les secteurs directement liés à la consommation, comme le marché de la filtration, font preuve d'une bonne tenue.

Grâce aux actions mises en oeuvre dès la fin de l'année 2008, le Groupe est parvenu à restaurer une marge opérationnelle à deux chiffres (11,2 %). Les coûts fixes et les frais généraux sont restés stables sur le trimestre, malgré une hausse des volumes de ventes de + 7,6 %.

Concernant les perspectives 2010, il apparaît que la plupart des marchés sont positivement orientés avec une croissance élevée dans les pays émergents. Le niveau général d'activité du Groupe demeure cependant très inférieur à celui qui prévalait avant la crise ; la tendance positive récente reste donc à confirmer dans les trimestres à venir. Dans ce contexte, le Groupe poursuivra ses efforts de rigueur de gestion afin d'améliorer, dans la durée, sa marge opérationnelle.

En conclusion, M. Gérard BUFFIERE rappelle que le modèle économique d'Imerys est désormais éprouvé : leader mondial dans ses métiers, avec des atouts concurrentiels forts grâce notamment à ses actifs industriels, son expertise est reconnue dans tous les domaines et ses équipes sont solides et expérimentées.

M. Aimery LANGLOIS-MEURINNE remercie M. Gérard BUFFIERE pour cette présentation détaillée. Il demande ensuite à Monsieur Denis MUSSON, Secrétaire de l'Assemblée, de résumer les résolutions qui seront soumises au vote des actionnaires.

Après avoir informé l'Assemblée qu'aucune demande d'inscription à l'ordre du jour de projets de résolution complémentaires n'est parvenue à la Société, Monsieur Denis MUSSON résume les différentes résolutions soumises au vote des actionnaires. A l'occasion du résumé de celle portant sur les engagements réglementés conclus en 2009, M. Aimery LANGLOIS-MEURINNE présente l'évolution des éléments de rémunération fixes et variables de M. Gérard BUFFIERE en sa qualité de Directeur Général, en intégrant ceux au titre de 2010 tels qu'ils ont été décidés par le Conseil d'Administration ayant précédé la présente Assemblée. M. Aimery LANGLOIS-MEURINNE présente également les quatre candidats dont la nomination en qualité de nouvel Administrateur de la Société est proposée aux Actionnaires : M. Olivier Pirotte (en remplacement de M. Thierry de Rudder qui n'a pas sollicité le renouvellement de son mandat arrivant à échéance à la présente Assemblée), et M. Ian Gallienne, représentant tous les deux Groupe Bruxelles Lambert, ainsi que Madame Fatine Layt et M. Pierre-Jean Sivignon, leur nomination contribuant ainsi à renforcer le nombre des membres indépendants et assurer une représentation féminine au sein du Conseil.

Il est ensuite répondu par les membres du bureau aux questions posées par des participants à la réunion.

## **RESUME DES DEBATS**

### **Pascal SALEWYN, analyste financier chez Exane BNP PARIBAS :**

*Imerys annonce une marge opérationnelle de 11,2 % au 1<sup>er</sup> trimestre 2010. Quelle est la marge attendue pour le 2<sup>ème</sup> trimestre et le reste de l'année ?*

*Vous avez indiqué 15 millions d'euros d'intérêts sur la dette et également 2 millions d'euros liés, d'après votre communiqué de presse, aux taux de change : ces 2 millions d'euros sont-ils inclus dans les 15 millions ? Si ce n'est pas le cas, les 3 millions d'euros correspondent-ils bien aux provisions pour retraite, environnement ... ?*

*L'effet prix/mix de 1,9 % est-il homogène dans les différentes activités du Groupe ? Dans le cas contraire, quel pourrait être l'effet prix/mix par division s'il vous plaît ?*

*Enfin, il est proposé à l'Assemblée Générale de renouveler le programme de rachat d'actions de la Société pour une durée de 18 mois et dans la limite de 10% des actions existantes au 1<sup>er</sup> janvier 2010. Quelles seraient les raisons qui pourraient vous conduire à utiliser ce programme ? Y-a-t-il des critères de gearing, de génération de cash ou autres ?*

### **Gérard BUFFIERE, Directeur Général**

Comme indiqué lors de la présentation qui vient de vous être faite sur les résultats du 1<sup>er</sup> trimestre 2010, Imerys a souffert au cours de ce trimestre d'un mix défavorable dans l'amélioration de l'activité de ses différentes divisions. Une amélioration de la marge pourrait être attendue au cours du 2<sup>ème</sup> trimestre avec une meilleure météorologie ; celle-ci aurait notamment un impact positif sur le chiffre d'affaires des Matériaux de Construction. La reprise économique étant toutefois encore incertaine, il convient de faire preuve de prudence pour l'avenir.

### **Michel DELVILLE, Directeur Financier**

Pour répondre à votre deuxième question, je vous confirme que le montant de 2 millions d'euros relatif au taux de change n'est pas inclus dans les 15 millions d'euros, qui sont purement liés à la charge financière. Les 3 millions d'euros que vous mentionnez viennent en plus et résultent effectivement des actualisations des provisions du Groupe, notamment en matière de retraite.

## **Gérard BUFFIERE, Directeur Général**

Pour répondre à votre troisième question, nous n'avons pas pour habitude de donner d'indications sur l'effet prix/mix au sein de nos divisions, particulièrement à cette époque de l'année. Je vous répondrai toutefois que l'effet prix/mix n'est ni homogène, ni isotrope mais que, globalement, il a été positif toutes les divisions. J'avais précédemment annoncé que l'année 2010 serait une année durant laquelle l'évolution des prix serait plus difficile puisque, bien évidemment, elle succède à une année durant laquelle l'inflation du coût des facteurs a été plus faible. L'année 2009, certes très difficile en termes de volumes, a néanmoins enregistré une évolution favorable du prix/mix des activités du Groupe. Nous conservons bien entendu la volonté de passer des hausses de prix si les coûts des facteurs de production venaient à remonter.

Concernant votre dernière question, je précise tout d'abord que cette autorisation, dont le renouvellement est proposé aux actionnaires, est de nature purement technique. L'un des principaux objectifs du programme de rachat d'actions consiste en l'annulation ultérieure des actions acquises, par réduction du capital de la Société, afin de compenser l'impact dilutif pour les actionnaires que pourrait avoir l'attribution de stock-options et/ou d'actions gratuites. Imerys entend poursuivre cet objectif dans le cadre de ce nouveau programme, comme par le passé.

### **Josep PUJAL, analyste financier, KEPLER EQUITIES**

*Les coûts variables sont en baisse de 15 millions d'euros au 1<sup>er</sup> trimestre 2010. Quelle est la répartition de ces coûts variables entre énergie et matières premières ? Quelle est l'évolution attendue de ces coûts au cours des prochains trimestres ?*

*De même pour les coûts fixes : vous annonciez en 2009 que les efforts de réduction des coûts fixes se poursuivraient tant que la hausse des volumes ne passerait pas le seuil de 10 %. Maintenez-vous votre position ?*

*Vous faites preuve de beaucoup de prudence en commentant les perspectives. Est-ce un trait de caractère ou faut-il comprendre que le rebond des volumes ne se maintiendra pas au cours de 2010 ?*

*Enfin, les résultats montrent une forte diminution de la dette d'Imerys en 2009, laquelle reste stable au 1<sup>er</sup> trimestre 2010. N'est-ce pas le moment de procéder à des investissements, en particulier dans les pays émergents dont la croissance reste soutenue ?*

## **Gérard BUFFIERE, Directeur Général**

Les coûts variables regroupent notamment l'énergie et les achats de produits chimiques. Ces coûts sont bien maîtrisés et leur évolution à court terme n'est pas préoccupante. En revanche, je ne me prononcerai pas sur leur éventuelle inflation d'ici la fin de l'année 2010. Comme vous le savez, la politique d'Imerys est d'utiliser opportunément les ressources énergétiques et les matières premières en fonction du caractère raisonnable de leur coût dont les plafonds sont fixés à l'avance.

En ce qui concerne les coûts fixes, j'avais effectivement indiqué l'année dernière qu'ils augmenteraient naturellement du fait, notamment, de la reprise d'activité de certains sites. J'avais également précisé que tant que la reprise des volumes ne serait pas massive, de l'ordre de 10 %, nous conserverions une très grande partie des économies réalisées en 2009 : environ 120 à 130 sur 158 millions d'euros.

Pour répondre à votre troisième question, je ne me prononce pas sur les perspectives. Je dirai simplement que nous observons une lente reprise des volumes, contrastée et non homogène au sein du Groupe. En effet, nous constatons un fort restockage dans les Minéraux pour Réfractaires & Abrasifs mais bien moindre dans la branche Pigments pour Papier, ou encore dans les Matériaux de Construction par exemple. Je pense qu'une fois ce restockage terminé, nous pourrions espérer une légère amélioration du secteur de la construction en Amérique du Nord, qui relancerait les ventes de minéraux de performance, ainsi qu'une reprise des mises en chantiers de logements en France.

Sous réserve qu'il n'y ait pas de nouvelle crise économique majeure, la lente reprise que nous connaissons actuellement devrait nous permettre d'améliorer progressivement les résultats du Groupe et revenir à des générations de résultat opérationnel, de résultat courant net et de cash flow satisfaisantes.

Enfin, les plans d'actions menés en 2009 en vue de générer du cash flow ainsi que l'augmentation de capital réalisée en juin dernier, ont conduit à un désendettement substantiel du Groupe. Celui-ci permettrait effectivement d'être en mesure de saisir des opportunités d'investissement qui viendraient à se présenter. Nous n'avons jamais cessé d'être attentifs à de telles opportunités, et nous le sommes tout particulièrement à l'heure actuelle. L'expérience de la crise de 2009, ainsi que notre sagesse naturelle, nous conduiront cependant à une sélectivité accrue pour ne procéder qu'aux seules acquisitions qui apparaîtront clairement créatrices de valeurs pour nos actionnaires.

**Jean-Christophe LEFEVRE-MOULENQ, analyste financier chez CM-CIC**

*Pourriez-vous nous donner plus de détails concernant le rebond significatif au 1<sup>er</sup> trimestre 2010 de la branche Minéraux pour Céramiques, Réfractaires, Abrasifs et Fonderie ? La croissance de 26,6 % de cette Branche est-elle homogène parmi les activités qu'elle regroupe ?*

*Pourriez-vous nous donner quelques informations sur les résultats au 1<sup>er</sup> trimestre 2010 de l'activité Réfractaires Monolithiques de Calderys, anciennement Lafarge Réfractaires Monolithiques ?*

**Gérard BUFFIERE, Directeur Général**

Comme je l'ai dit précédemment, la reprise des activités n'est ni homogène ni isotrope. Je rappelle que les activités de la branche "CRAF" ont été les plus durement touchées par la crise en 2009. Ce sont également celles qui se sont le mieux comportées au cours du 1<sup>er</sup> trimestre 2010, avec une très forte reprise dans les activités Minéraux Fondus, Minéraux pour Réfractaires, Graphite & Carbone et, dans une moindre mesure, dans les Minéraux pour Céramiques.

La division Réfractaires Monolithiques est née des acquisitions successives réalisées par le Groupe, notamment celle de Lafarge Réfractaires Monolithiques (fusionnée avec l'activité Plibrico qui préexistait déjà dans le Groupe), et celle, plus récente, de la société Ace en Inde.

Malgré la baisse de volumes enregistrée, cette division a su faire face à la crise de manière satisfaisante grâce, en particulier, à la sagacité de l'équipe dirigeante, au développement de son activité de services et au portefeuille de projets dont elle disposait.

Constatant que plus personne ne demande la parole, M. Aimery LANGLOIS-MEURINNE demande à M. Denis MUSSON, de soumettre les résolutions au vote de l'Assemblée Générale.

## **VOTE DES RESOLUTIONS**

### **PREMIERE RESOLUTION**

#### ***Approbation de la gestion et des comptes sociaux de l'exercice clos le 31 décembre 2009***

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport des Commissaires aux comptes relatifs aux comptes annuels de la Société au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2009, approuve lesdits comptes tels qu'ils ont été présentés, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ces rapports.

*La présente résolution est approuvée à la majorité des voix des actionnaires présents et représentés, étant noté que 274 509 voix "contre" ont été exprimées ainsi que 12 333 abstentions.*

### **DEUXIEME RESOLUTION**

#### ***Approbation des comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2009***

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport des Commissaires aux comptes relatifs aux comptes consolidés du Groupe au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2009, approuve lesdits comptes tels qu'ils ont été présentés, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ces rapports.

*La présente résolution est approuvée à la majorité des voix des actionnaires présents et représentés, étant noté que 54 046 voix "contre" ont été exprimées ainsi que 589 abstentions.*



### TROISIEME RESOLUTION

#### ***Affectation du résultat – Détermination du dividende au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2009***

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration :

constate que le bénéfice de la Société pour l'exercice écoulé s'élève à :	71 934 963,91 euros
décide de prélever un montant de :	(2 352 552,80) euros
pour porter la réserve légale à 10 % du capital social	
le solde, augmenté du report à nouveau d'un montant de :	375 038 843,00 euros
forme un total distribuable de :	444 621 254,11 euros
décide de verser au titre de l'exercice 2009, un dividende de 1,00 euro à chacune des 75 389 496 actions composant le capital social au 1 <sup>er</sup> janvier 2010, représentant une distribution de :	(75 389 496,00) euros
et affecte le solde au report à nouveau qui s'élève désormais à :	369 231 758,11 euros

L'Assemblée Générale décide que le montant total du dividende versé sera ajusté en fonction du nombre d'actions émises à la suite de levées d'options de souscription d'actions et ayant droit au dividende de l'exercice 2009 à la date de paiement de ce dividende. Le montant affecté au report à nouveau sera déterminé sur la base du montant total du dividende effectivement mis en paiement.

L'Assemblée Générale décide que le dividende sera mis en paiement à compter du 11 mai 2010.

Si lors de la mise en paiement du dividende, la Société détenait certaines de ses propres actions, les sommes correspondant aux dividendes qui n'auraient pas été distribuées de ce fait, seraient affectées au report à nouveau.

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code général des impôts, il est précisé que le dividende ouvre droit pour les personnes physiques fiscalement domiciliées en France à l'abattement de 40 % prévu par l'article 158-3-2° du Code général des impôts ; cet abattement ne sera pas applicable dès lors que le bénéficiaire aura opté pour le prélèvement libératoire forfaitaire prévu par l'article 117 quater du Code général des impôts.

L'Assemblée Générale prend acte que le montant des dividendes par action mis en paiement au titre des trois exercices précédents a été le suivant :

	<b>Exercice 2008</b>	<b>Exercice 2007</b>	<b>Exercice 2006</b>
Dividende net par action	1,00 €*	1,90 €*	1,80 €*
Nombre d'actions ayant perçu le dividende	62 787 810	62 618 358	63 443 658
Distribution nette totale	62,8 M€	118,9 M€	114,2 M€

\* dividende éligible à l'abattement de 40 %.

*La présente résolution est approuvée à la majorité des voix des actionnaires présents et représentés, étant noté que 285 093 voix "contre" ont été exprimées ainsi que 589 abstentions.*

### QUATRIEME RESOLUTION

#### ***Rapport spécial des Commissaires aux comptes sur un engagement visé à l'article L. 225-42-1 du Code de commerce pris au bénéfice du Directeur Général et approbation dudit engagement***

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport spécial des Commissaires aux comptes établi en application des dispositions de l'article L. 225-40 du Code de commerce, et statuant sur ce rapport, approuve, conformément aux dispositions de l'article L. 225-42-1 du Code de commerce, l'engagement pris par la Société au bénéfice, notamment, de M. Gérard Buffière, Directeur Général, tel qu'autorisé par le Conseil d'Administration en sa séance du 29 juillet 2009, et prend acte que les conventions et engagements conclus au bénéfice de M. Gérard Buffière et approuvés antérieurement, se sont poursuivis au cours de l'exercice 2009.

*La présente résolution est approuvée à la majorité des voix des actionnaires présents et représentés, étant noté que 3 113 522 voix "contre" ont été exprimées ainsi que 1 728 abstentions.*

#### **CINQUIEME RESOLUTION**

##### ***Rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les engagements visés aux articles L. 225-38 et L. 225-42-1 du Code de commerce pris au bénéfice du Directeur Général délégué et approbation desdits engagements***

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport spécial des Commissaires aux comptes établi en application des dispositions de l'article L. 225-40 du Code de commerce, et statuant sur ce rapport, approuve, conformément aux dispositions des articles L. 225-38 et L. 225-42-1 du Code de commerce, chacun des engagements pris par la Société au bénéfice, notamment, de M. Jérôme Pecresse, Directeur Général délégué, tels qu'autorisés par le Conseil d'Administration en sa séance du 29 juillet 2009, et prend acte que les conventions et engagements conclus au bénéfice de M. Jérôme Pecresse et approuvés antérieurement se sont poursuivis au cours de l'exercice 2009.

*La présente résolution est approuvée à la majorité des voix des actionnaires présents et représentés, étant noté que 2 823 348 voix "contre" ont été exprimées ainsi que 1 728 abstentions.*

#### **SIXIEME RESOLUTION**

##### ***Renouvellement du mandat d'Administrateur de M. Jean Monville***

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration, constatant que le mandat d'Administrateur de M. Jean Monville vient à échéance à l'issue de la présente Assemblée, décide de renouveler ce mandat pour une durée qui, conformément aux dispositions statutaires, prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale appelée, en 2013, à statuer sur la gestion et les comptes de l'exercice 2012.

*La présente résolution est approuvée à la majorité des voix des actionnaires présents et représentés, étant noté que 97 461 voix "contre" ont été exprimées ainsi que 625 abstentions.*

#### **SEPTIEME RESOLUTION**

##### ***Renouvellement du mandat d'Administrateur de M. Robert Peugeot***

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration, constatant que le mandat d'Administrateur de M. Robert Peugeot vient à échéance à l'issue de la présente Assemblée, décide de renouveler ce mandat pour une durée qui, conformément aux dispositions statutaires, prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale appelée, en 2013, à statuer sur la gestion et les comptes de l'exercice 2012.

*La présente résolution est approuvée à la majorité des voix des actionnaires présents et représentés, étant noté que 3 187 580 voix "contre" ont été exprimées ainsi que 236 717 abstentions.*

#### **HUITIEME RESOLUTION**

##### ***Renouvellement du mandat d'Administrateur de M. Amaury de Sèze***

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration, constatant que le mandat d'Administrateur de M. Amaury de Sèze vient à échéance à l'issue de la présente Assemblée, décide de renouveler ce mandat pour une durée qui, conformément aux dispositions statutaires, prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale appelée, en 2013, à statuer sur la gestion et les comptes de l'exercice 2012.

*La présente résolution est approuvée à la majorité des voix des actionnaires présents et représentés, étant noté que 4 818 416 voix "contre" ont été exprimées ainsi que 593 abstentions.*

#### **NEUVIEME RESOLUTION**

##### ***Nomination de M. Olivier Pirotte en qualité de nouvel administrateur en remplacement de M. Thierry de Rudder***

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration, décide de nommer à compter de ce jour en qualité de nouvel administrateur, en remplacement de M. Thierry de Rudder qui n'a pas sollicité le renouvellement de son mandat qui arrive à échéance, M. Olivier Pirotte, pour une durée qui, conformément aux dispositions statutaires, prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale appelée, en 2013, à statuer sur la gestion et les comptes de l'exercice 2012.

*La présente résolution est approuvée à la majorité des voix des actionnaires présents et représentés, étant noté que 571 030 voix "contre" ont été exprimées ainsi que 593 abstentions.*

#### **DIXIEME RESOLUTION**

##### ***Nomination de M. Ian Gallienne en qualité de nouvel administrateur***

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration, décide de nommer à compter de ce jour, en qualité de nouvel administrateur, M. Ian Gallienne, pour une durée qui, conformément aux dispositions statutaires, prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale appelée, en 2013, à statuer sur la gestion et les comptes de l'exercice 2012.

*La présente résolution est approuvée à la majorité des voix des actionnaires présents et représentés, étant noté que 540 848 voix "contre" ont été exprimées ainsi que 589 abstentions.*

#### **ONZIEME RESOLUTION**

##### ***Nomination de Madame Fatine Layt en qualité de nouvel administrateur***

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration, décide de nommer à compter de ce jour, en qualité de nouvel administrateur, Madame Fatine Layt, pour une durée qui, conformément aux dispositions statutaires, prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale appelée, en 2013, à statuer sur la gestion et les comptes de l'exercice 2012.

*La présente résolution est approuvée à la majorité des voix des actionnaires présents et représentés, étant noté que 82 658 voix "contre" ont été exprimées ainsi que 589 abstentions.*

#### **DOUZIEME RESOLUTION**

##### ***Nomination de M. Pierre-Jean Sivignon en qualité de nouvel administrateur***

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration, décide de nommer à compter de ce jour, en qualité de nouvel administrateur, M. Pierre-Jean Sivignon, pour une durée qui, conformément aux dispositions statutaires, prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale appelée, en 2013, à statuer sur la gestion et les comptes de l'exercice 2012.

*La présente résolution est approuvée à la majorité des voix des actionnaires présents et représentés, étant noté que 82 030 voix "contre" ont été exprimées ainsi que 589 abstentions.*

#### **TREIZIEME RESOLUTION**

##### ***Renouvellement du mandat de co-Commissaire aux comptes titulaire de la société Deloitte & Associés***

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration, constatant que le mandat de co-Commissaire aux comptes titulaire de la société Deloitte & Associés vient à échéance à l'issue de la présente Assemblée, décide de renouveler ce mandat pour une durée qui, conformément aux dispositions statutaires, prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale appelée, en 2016, à statuer sur la gestion et les comptes de l'exercice 2015.

*La présente résolution est approuvée à la majorité des voix des actionnaires présents et représentés, étant noté que 53 142 voix "contre" ont été exprimées ainsi que 673 abstentions.*

#### **QUATORZIEME RESOLUTION**

##### ***Renouvellement du mandat de co-Commissaire aux comptes suppléant de la société BEAS***

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration, constatant que le mandat de co-Commissaire aux comptes suppléant de la société BEAS vient à échéance à l'issue de la présente Assemblée, décide de renouveler ce mandat pour une durée qui, conformément aux dispositions statutaires, prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale appelée, en 2016, à statuer sur la gestion et les comptes de l'exercice 2015.

*La présente résolution est approuvée à la majorité des voix des actionnaires présents et représentés, étant noté que 1 817 978 voix "contre" ont été exprimées ainsi que 673 abstentions.*

#### **QUINZIEME RESOLUTION**

##### ***Nomination de la société Ernst & Young et Autres en qualité de co-Commissaire aux comptes titulaire en remplacement de la société Ernst & Young Audit***

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration, décide de nommer en qualité de nouveau co-Commissaire aux comptes titulaire, en remplacement de la société Ernst & Young Audit dont le mandat arrive à échéance, la société Ernst & Young et Autres, dont le siège social est 41 rue Ybry – 92200 Neuilly sur Seine, pour une durée qui, conformément aux dispositions statutaires, prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale appelée, en 2016, à statuer sur la gestion et les comptes de l'exercice 2015.

*La présente résolution est approuvée à la majorité des voix des actionnaires présents et représentés, étant noté que 2 945 837 voix "contre" ont été exprimées ainsi que 673 abstentions.*

#### **SEIZIEME RESOLUTION**

##### ***Nomination de la société Auditex en qualité de co-Commissaire aux comptes suppléant en remplacement de M. Jean-Marc Montserrat***

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration, décide de nommer en qualité de nouveau co-Commissaire aux comptes suppléant, en remplacement de M. Jean-Marc Montserrat dont le mandat arrive à échéance, la société Auditex, dont le siège social est Tour Ernst & Young, Faubourg de l'Arche, 11 allée de l'Arche, 92400 Courbevoie, pour une durée qui, conformément aux dispositions statutaires, prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale appelée, en 2016, à statuer sur la gestion et les comptes de l'exercice 2015.

*La présente résolution est approuvée à la majorité des voix des actionnaires présents et représentés, étant noté que 1 814 257 voix "contre" ont été exprimées ainsi que 1 033 abstentions.*

#### **DIX-SEPTIEME RESOLUTION**

##### ***Achat par la Société de ses propres actions***

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration, en application des dispositions de l'article L. 225-209 et suivants du Code de commerce et des articles 241-1 à 241-6 du Règlement général de l'Autorité des marchés financiers :

- 1) autorise le Conseil d'Administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par la loi, à procéder à l'achat des propres actions de la Société :
  - en vue de l'annulation des actions ainsi acquises, ainsi que, le cas échéant, de celles acquises dans le cadre d'autorisations de rachat d'actions antérieures,
  - en vue d'animer le marché par l'intermédiaire d'un prestataire de services d'investissement intervenant au nom et pour le compte de la Société en toute indépendance et sans être influencé par la Société, dans le cadre d'un contrat de liquidité conforme à une Charte de Déontologie reconnue par l'Autorité des marchés financiers ou de toute autre manière conformément à la réglementation applicable en vigueur,

- en vue d'attribuer ou de céder des actions aux salariés, anciens salariés ou mandataires sociaux de la Société et de ses filiales au sens des articles L. 225-180 et L. 233-3 du Code de commerce, notamment dans le cadre de plans d'épargne salariale, d'options d'achat d'actions, ou d'attribution gratuites d'actions, dans les conditions prévues par la loi,
- pour la remise ou l'échange d'actions, en particulier à l'occasion d'émission de titres ou de valeurs mobilières donnant accès immédiatement ou à terme au capital, ou dans le cadre d'opérations de croissance externe,
- et de manière générale, à toutes fins permises ou qui viendraient à être autorisées par la réglementation en vigueur.

L'acquisition, la cession, le transfert et l'échange des actions pourront être effectués, dans le respect de la réglementation en vigueur, sur le marché ou de gré à gré, par tous moyens, y compris par transfert de blocs, par l'utilisation ou l'exercice de tout instrument financier et produit dérivé.

2) fixe les limites suivantes à l'utilisation de la présente autorisation par le Conseil d'Administration :

- le nombre maximum d'actions pouvant être acquises ne pourra excéder 10 % du nombre total d'actions émises et en circulation au 1<sup>er</sup> janvier 2010, soit 7 538 949 actions,
- le nombre d'actions que la Société détiendra, directement ou indirectement, à quelque moment que ce soit, ne pourra dépasser 10 % des actions composant le capital de la Société,
- le prix maximum d'achat des actions ne pourra être supérieur à 80 euros,
- le montant maximal susceptible d'être ainsi consacré par la Société à ces acquisitions ne pourra être supérieur à 603 millions d'euros ;

3) décide que, en cas de modification du nominal des actions, d'augmentation de capital par incorporation de réserves et d'attribution gratuite d'actions ainsi qu'en cas, soit d'une division, soit d'un regroupement des titres, le montant maximal consacré à ces acquisitions et le nombre maximal de titres à acquérir indiqués ci-dessus seront ajustés en conséquence par un coefficient multiplicateur égal au rapport entre le nombre de titres composant le capital avant l'opération et ce nombre après l'opération ;

4) fixe à dix-huit mois à compter du jour de la présente Assemblée la durée de validité de la présente autorisation, qui prive ainsi d'effet toute délégation antérieure accordée au Conseil d'Administration relative à l'acquisition par la Société de ses propres actions ;

5) confère tous pouvoirs au Conseil d'Administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par la loi, pour mettre en œuvre cette autorisation et, notamment, pour passer tous ordres de bourse, signer tous actes d'achat, de cession, d'échange ou de transfert, conclure tous accords, effectuer toutes déclarations auprès de l'Autorité des marchés financiers et de tout autre organisme, procéder aux ajustements prévus ci-dessus, remplir toutes formalités et, en général, faire le nécessaire.

*La présente résolution est approuvée à la majorité des voix des actionnaires présents et représentés, étant noté que 126 941 voix "contre" ont été exprimées ainsi que 598 abstentions.*

#### **DIX-HUITIEME RESOLUTION**

***Délégation de compétence consentie au Conseil d'Administration à l'effet d'émettre des bons de souscription et/ou d'acquisition d'actions (BSA), remboursables ou non, au bénéfice de salariés et mandataires sociaux de la Société et/ou de ses filiales, ou à une catégorie d'entre eux, sans droit préférentiel de souscription des actionnaires***

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes, conformément aux dispositions des articles L. 225-129 et suivants, L. 225-138 et L. 228-91 et suivants du Code de commerce :

1) délègue au Conseil d'Administration, avec faculté de subdélégation, la compétence de décider l'émission, en une ou plusieurs fois, de bons de souscription et/ou d'acquisition d'actions (les "BSA") susceptibles, le cas échéant, d'être remboursables par la Société ;

- 2) décide que le montant nominal global des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées en vertu de la présente délégation ne pourra être supérieur à 4 700 000 (quatre millions sept cent mille) euros, soit un nombre maximum de 2 350 000 (deux millions trois cent cinquante mille) actions d'une valeur nominale de 2 euros chacune ; ce montant et ce nombre ne tenant pas compte des actions à émettre, le cas échéant, pour préserver, conformément à la loi et aux stipulations contractuelles applicables, les droits des porteurs de valeurs mobilières ou de droits donnant accès au capital de la Société qui existeront au jour de l'émission considérée ;
- 3) décide que ce montant s'imputera sur le montant nominal global des actions susceptibles d'être émises ou attribuées au titre des options de souscription ou d'achat d'actions ou d'attributions gratuites d'actions consenties dans le cadre des autorisations conférées au Conseil d'Administration par l'Assemblée Générale Mixte du 30 avril 2008 dans ses treizième et quatorzième résolutions (ou toute autre autorisation ayant le même objet qui se substituerait à l'une d'entre elles), afin que le montant nominal total des actions à émettre dans le cadre des émissions de BSA effectuées en vertu de la présente délégation augmenté du montant nominal total des actions attribuées gratuitement, ou cédées ou émises suite à l'exercice d'options de souscription ou d'achat d'actions de la Société conformément aux autorisations précitées, soit limité à 7 400 000 (sept millions quatre cent mille) euros, soit un nombre maximum de 3 700 000 (trois millions sept cent mille) actions d'une valeur nominale de 2 euros chacune ;
- 4) décide que le prix de souscription des actions auxquelles donneront droit les BSA sera au moins égal à la moyenne des cours de clôture de l'action de la Société aux vingt séances de bourse précédant le jour de la décision d'émission des BSA ;
- 5) décide de supprimer le droit préférentiel de souscription des actionnaires aux BSA à émettre et de réserver ce droit à des salariés et mandataires sociaux de la Société et/ou de ses filiales françaises et étrangères au sens des articles L. 225-180 et L. 233-3 du Code de commerce, ou à certaines catégories d'entre eux ;
- 6) prend acte que, conformément aux dispositions de l'article L. 225-132 dernier alinéa du Code de commerce, la présente délégation emporte de plein droit renonciation des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions à émettre par exercice des BSA au profit des titulaires de ces bons ;
- 7) décide que le Conseil d'Administration, ou le Directeur Général sur délégation du Conseil d'Administration, disposera, dans les conditions et limites fixées ci-dessus, des pouvoirs nécessaires pour :
  - déterminer la liste, et le cas échéant, les catégories de personnes autorisées à souscrire des BSA parmi les de salariés et mandataires sociaux de la Société et/ou de ses filiales, ainsi que les conditions et, le cas échéant, les critères de souscription,
  - déterminer le nombre de BSA à attribuer à chacun des bénéficiaires et le nombre d'actions auxquelles donnera droit chaque bon,
  - déterminer si les BSA émis seront ou non remboursables par la Société,
  - fixer, conformément à la réglementation en vigueur au jour de l'émission, l'ensemble des caractéristiques des BSA, notamment leur prix de souscription, les conditions et délais de souscription et d'exercice des bons, leur éventuelle période d'incessibilité, leur modalité d'ajustement ainsi que, le cas échéant, le seuil de déclenchement et la période de remboursement des BSA par la Société, et plus généralement l'ensemble des conditions et modalités de l'émission,
  - fixer le prix de souscription des actions auxquelles donneront droit les BSA dans les conditions prévues ci-dessus,
  - constater la réalisation de l'augmentation de capital pouvant découler de l'exercice des BSA et procéder à la modification corrélative des statuts,
  - imputer, à sa seule initiative, les frais des augmentations de capital sur le montant des primes y afférentes et prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour porter la réserve légale au dixième du capital après chaque augmentation ;
  - procéder à tous ajustements requis en conformité avec des dispositions légales et/ou contractuelles et fixer les modalités selon lesquelles sera assurée, le cas échéant, la préservation des droits des porteurs de valeurs mobilières ou de droits donnant accès au capital qui existeront au jour de l'émission considérée ;
  - et, plus généralement, prendre toutes mesures, conclure tous accords, effectuer toutes formalités et faire le nécessaire pour parvenir à la bonne fin de la présente délégation ;

- 8) décide que, conformément à l'article L. 225-138 du Code de commerce, le Conseil d'Administration établira, le cas échéant, un rapport complémentaire à l'Assemblée Générale sur les conditions dans lesquelles la présente délégation aura été utilisée ;
- 9) fixe à quatorze mois, à compter du jour de la présente Assemblée, la durée de la présente délégation.

*La présente résolution est approuvée à la majorité des voix des actionnaires présents et représentés, étant noté que 6 241 662 voix "contre" ont été exprimées ainsi que 1 255 abstentions.*

#### **DIX-NEUVIEME RESOLUTION**

##### ***Pouvoirs***

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, donne tous pouvoirs au porteur de copie ou d'extrait du procès-verbal de la présente Assemblée, pour accomplir toutes les formalités de dépôt ou de publicité.

*La présente résolution est approuvée à la majorité des voix des actionnaires présents et représentés, étant noté que 49 180 voix "contre" ont été exprimées ainsi que 970 abstentions.*

L'ordre du jour étant épuisé, le Président déclare la séance levée. Il est 12 heures 30.

De tout ce qui précède, il a été dressé le présent procès-verbal, lequel est signé par les membres du Bureau.

Le Président

Les Scrutateurs

Le Secrétaire